

Introspection révolutionnaire - mémoires critiques d'une historicité

VOLTAIRINE

DE CLEYRE

La tendance économique de la libre pensée, 1887.

Voltaire De Cleyre née le 17 novembre 1866 au sein d'une famille pauvre de la classe ouvrière. Elle n'a pas 14 ans quand son père prend la décision de l'envoyer dans un couvent, où elle restera un peu plus de trois années. Elle y développe une vive aversion pour le catholicisme et la religion en générale.

Le 3 mai 1886, la police ouvre le feu sur des grévistes de la McCormick Harvesting Machine Company, tuant six hommes et faisant plusieurs blessés. C'est le lendemain, lors d'une manifestation de solidarité qu'une bombe explose, dans le Haymarket Square de Chicago. Un acte qui la marquera profondément, et qui l'amènera à prendre plus amplement connaissance des idées anarchistes.

Éminente figure de l'anarcha-féminisme, Voltairine De Cleyre est une des premières révolutionnaire à faire de la question de la femme une question centrale - et non plus seulement secondaire - du processus révolutionnaire. Elle traitera nombre de sujets majeurs tels que l'institution du mariage, le viol conjugal, les stéréotypes de sexes, l'essentialisme, la construction des comportements sociaux, les relations hiérarchiques, oppressives et autoritaires imposées par le patriarcat et reproduites dans sa culture sexiste ; et ce vers une réorganisation des rapports sexuels et affectifs, une nouvelle pratique de l'éducation des enfants...

Initialement socialiste, elle devient anarchiste, tendance individualiste, et défend l'action directe. Elle sera néanmoins vite tentée par d'autres étiquettes, mais finira par se résoudre à être une anarchiste sans adjectif.

Privilégiant une ouverture aux idées nouvelles, autant qu'une diversité des modes d'action et d'organisation mis à l'épreuve de la pratique, elle voit dans la pluralité, le moyen de satisfaire le plus grand nombre d'aspirations.

Elle restera néanmoins critique d'un certain matérialisme, mécanique et déterministe, qui nie le pouvoir des idées et se refuse à percevoir la puissance des représentations. Elle remarque au contraire, le poids de ce qu'elle nomme « l'idée dominante », et persistera à estimer l'importance de la littérature et du domaine de la pensée.

En 1891, elle commence à donner des leçons d'anglais à de jeunes immigrants juifs, et se rapproche ainsi de la communauté juive de Philadelphie avec laquelle elle noue une profonde relation, amicale, militante, et parfois amoureuse. C'est ainsi qu'elle apprendra le Yiddish, et traduira des textes du Yiddish à l'anglais.

Voltaire De Cleyre meurt à 45 ans, le 20 juin 1912.

La tendance économique de la libre pensée est une conférence qui fut prononcée devant la Boston Secular Society en 1887.

Voltaire De Cleyre y traite de la critique de la Religion, autant que des limites d'une libre pensée amoindrie par la suffisance.

Elle y évoque la contestation plus générale de toutes les autorités, et donc nécessairement, du développement logique de la critique primordiale de l'idée de Dieu, en combat contre l'institution d'État - Dépassement.

Mes amis,

À la page 286 de l'édition Belford-Clarke des *Rights of Man*; vous retrouverez des mots qui délimitent l'objet de ce discours. Faisant allusion aux changements apportés en France par la Révolution de 1793, Thomas Paine écrit: « L'esprit de la nation a préalablement changé et un nouvel ordre des choses a naturellement suivi un nouvel ordre de pensée. »

Il y a 289 ans, un homme - il était étudiant, érudit, penseur et philosophe - a été brûlé vif pour son amour de Dieu et pour la préservation de l'autorité de l'Église; au fur et à mesure que les flammes consumaient la chair du martyr Bruno, léchant son sang de leurs langues dévorantes, elles jetaient les ombres de la perspective d'un « nouvel ordre des choses » : elles ont mis feu au champ de bataille où la liberté a gagné sa première révolte contre l'autorité.

Le champ de bataille était sans conteste celui de la pensée. La liberté de religion était alors la question à l'ordre du jour. « Liberté de conscience! Liberté de conscience! Non-ingérence entre celui qui vénère et ce qui est vénéré! » Tel était le cri qui émergeait des cachots et des lieux obscurs sous les pieds des princes et des ecclésiastiques. Et pourquoi? Parce que le despotisme autoritaire était en ces temps-là un despotisme ecclésiastique; parce que l'emprise agressive de l'Église écrasait tous les droits humains sous son talon, et tous les autres petits despotes n'étaient que des outils entre les mains de la prêtrise; parce que la tyrannie tendait vers cet idéal et écrasait l'existence de la citadelle de la liberté -l'individualité de la pensée; l'ecclésiologie avait mis les idées sous les verrous.

Mais la liberté de penser ne peut être tuée. Elle peut être silencieuse, certes, mais sûrement, tel un brin d'herbe qui pousse sans bruit, elle offre sa perpétuelle et indomptable opposition aux dictats de l'autorité.

La liberté de penser est cette chose silencieuse et indomptable, qui menace et contrarie les desseins de Dieu, l'obligeant à utiliser la torture, la vis à oreilles, le pilori, la pendaison, la noyade, le bûcher ardent et d'autres instruments de son « infinie miséricorde ». Au XVIIe siècle, elle a gagné la bataille contre l'autorité qui prétendait contrôler cette forteresse de la liberté. Elle a établi son droit d'exister. Elle a anéanti cette partie de l'autorité qui voulait diriger l'intelligence humaine. Elle abattait les cloisons qui nous encerclent. Elle affirmait et défendait l'anarchie dans la pensée, c'est-à-dire sa non-réglementation.

Vous qui avez si peur du mot *an-archie*, souvenez-vous! Ce combat du XVIIe siècle dont vous êtes si fier et auquel vous ne cessez de vous référer a été mené dans le seul but de réaliser l'anarchie dans le domaine de la pensée.

Elle ne fut pas aisée cette bataille de penseurs silencieux contre ceux qui détenaient le pouvoir, la force du nombre et la puissance de la torture! Ce n'était pas facile pour eux de parler franchement au milieu des flammes d'un fagot: «Nous avons d'autres croyances et nous en avons le droit. » Mais à leur côté se tenait la Vérité! Et il y a une grande inégalité entre la vérité et l'erreur: la force est du côté de la vérité, la faiblesse du côté du mensonge et cette inégalité est plus grande encore que toute cette affreuse disparité de pouvoir entre le despote et sa victime. Ils finirent par l'emporter et ont pavé la voie vers le grand combat politique du XVIIIe siècle.

Notez que le XVIe siècle a permis l'émergence du XVIIIe siècle par un nouvel ordre de pensée qui a donné naissance à un nouvel ordre des choses. Ce n'est qu'en destituant les prêtres et en déracinant leur autorité qu'il est devenu logique d'attaquer la tyrannie des rois: sous l'ancien régime, la royauté avait toujours été l'outil de la prêtrise et, selon l'ordre des choses, n'était donc qu'une réalité secondaire. Mais avec la chute de la prêtrise, il est devenu évident que la royauté était maintenant le despote prééminent, et c'est toujours contre le despote prééminent que la révolte se soulève.

Les instigateurs de cette révolte ont naturellement été ceux qui ont transposé la logique de la libre pensée dans le camp même du nouvel oppresseur dominant. Ils furent ceux et celles qui pensaient, parlaient et écrivaient librement contre le fétichisme politique, tout comme leurs prédécesseurs avaient raillé la religion et n'ont pas perdu leur temps à savourer leur victoire dans le camp des ennemis morts. Ceux-là ont fait face aux questions du jour et ont prolongé la victoire des martyrs de la religion en continuant la bataille pour la liberté en des termes plus significatifs pour les personnes de leurs temps et places. Le résultat a été le rejet du principe de royauté. (Certes, tous les royaumes n'ont pas été rejetés, mais trouvez-moi un seul habitant sur cent d'un royaume qui ne tournera pas en dérision l'idée que les monarques soient les représentants de Dieu.) Ainsi a été forgé un nouvel ordre de la pensée.

Je crois qu'à aucun moment Giordano Bruno ou Martin Luther n'auraient pu prévoir toutes les conséquences qu'aurait leur conception du jugement individuel.

En se fondant sur l'expérience humaine acquise jusqu'alors, il était tout simplement impossible de prévoir la gigantesque influence que ces idées auraient sur le XVIIIe siècle et encore moins sur le XIXe siècle. Il n'était pas non plus possible que ces courageux auteurs, qui ont attaqué cette folie qu'est « le pouvoir héréditaire » aient pu calculer les répercussions qu'ils auraient sur la société au fur et à mesure que leur pensée prenait forme et s'inscrivait au sein du corps social.

De même, je pense qu'il est impossible à un cerveau quel qu'il soit de prédire le parcours qu'aura une pensée dans le futur ou de pleinement en développer sa logique, jusqu'à son point culminant. Mais je suis également forcée de dire que plusieurs qui pensent, ou qui pensent qu'ils pensent, ne suivent même pas leur syllogisme jusqu'à sa première conclusion. S'ils le faisaient, les libres penseurs d'aujourd'hui ne creuseraient pas, comme des taupes, à travers le substrat des chemins sans issue; ils ne perdraient pas leurs énergies à fouiller les cendres de feux éteints deux siècles auparavant; ils ne perceraient pas d'un coup de lance des artères qui saignent déjà; ils n'aligneraient pas non plus un bataillon de cerveaux contre un fantôme mutilé qui s'étend par terre de lui-même aussi rapidement qu'il peut déceimment le faire, pendant qu'un monstre absolument pas fantomatique et presque aussi vigoureux que l'ours russe, que le rhinocéros armé ou que le tigre Hyrcan, semblable à un terrible anaconda aux muscles d'acier et à la mâchoire de fer, s'enroule de ses plis horribles autour des corps de l'humanité et souille son haleine dévorante à la face des enfants. S'ils poussaient leur syllogisme jusqu'à sa première conclusion, ils comprendraient que la question la plus importante à l'heure actuelle n'est ni politique ni religieuse, mais bien économique. Il existe en ce moment même un pressant besoin de mettre de l'avant un ensemble de principes qui rendront pour toujours impossible qu'un être humain en contrôle un autre en contrôlant ses moyens de subsistance.

Et si le mouvement en faveur de la libre pensée n'a aucune utilité pratique et ne contribue pas à rendre la vie plus tolérable, s'il ne contient aucun principe dont le déploiement permettra de nous libérer de tous les tyrans oppresseurs, alors il est un mensonge tout aussi grossier et énorme que les immenses farces du miracle chrétien ou des mythes païens.

Nous vivons à l'ère de l'utilité pratique et le libre penseur qui s'approcherait de la mesure de la pauvreté en lançant des spéculations métaphysiques sur la continuité de la vie, la transformation de la matière, etc., et qui dirait: « Mon cher ami, votre frère chrétien est dans l'erreur; vous n'êtes pas condamné à un enfer perpétuel; votre condition est votre malheur: on ne peut rien y faire, mais lorsque vous serez mort, vous en verrez la fin », ce libre penseur présente aussi peu d'intérêt dans le monde que l'irrationalisme religieux. De la mesure de la pauvreté, et c'est bien compréhensible, lui parviendrait cette réponse: « À moins que vous ne soyez en mesure de me montrer qu'il y a quelque chose dans la libre pensée qui puisse être utile à ceux de mon espèce, quelque chose qui améliorera mon sort, qui fera choir le puissant de son piédestal, allez prendre place aux côtés du prêtre et du roi et débattrez de vos opinions métaphysiques avec ceux qui se moquent de notre sort digne de pitié. »

La question est de savoir si oui ou non la libre pensée contient un tel principe.

On me permettra ici d'introduire un supplément d'information provenant d'un passage, je crois, d'une récente lettre du Cardinal Manning - et si ce n'est du Cardinal Manning, d'un de ces gentilshommes coiffés d'un bonnet d'âne qui ont récemment déversé leur fiel sur un monument élevé à Bruno. Le Cardinal disait : « La libre pensée conduit à l'athéisme, à la destruction de l'ordre social et civil et au renversement du gouvernement. » J'accepte l'énoncé de ce gentilhomme. Je lui reconnais une perspicacité intellectuelle que nombre de libres penseurs n'ont pas. Acceptant cela, je devrai faire de mon mieux pour le prouver et faire tout en mon possible pour montrer que ce principe très iconoclaste est le salut des esclaves de l'économie par la destruction de la tyrannie économique.

Premièrement: la libre pensée conduit-elle à l'athéisme?

La libre pensée, définie largement, est le droit de croire conformément à ce que les faits et la raison qui se présentent à l'esprit conduisent à croire. Cela implique de prendre en compte les faits et les raisonnements qui sont pertinents sur les différents sujets dont il est question. Parmi les sujets dont on pourra discuter, la chose est désormais admise, il y a l'existence de Dieu.

Cette idée de Dieu est, pour commencer, une immense contradiction. L'idée de Dieu, nous affirment les déistes, a été inventée pour exprimer l'inexprimable, l'incompréhensible et l'infini! Ceci dit, ils entreprennent immédiatement de le définir. Ces définitions s'avèrent aussi contradictoires et en opposition les unes aux autres que l'absurdité dont ils sont partis pour la formuler. Mais il y a une série d'attributs qui forment une sorte de plate-forme commune à toutes ces définitions. Les déistes nous disent que Dieu possède la sagesse suprême, la justice suprême et le pouvoir suprême. (Dans toutes les litanies de toutes les croyances, je n'en ai jamais trouvé une seule qui n'avait pas pour point central l'omnipotence divine.)

Allons à présent à la rencontre du déiste sur son propre terrain et prouvons-lui que son Dieu est ou bien limité quant à la sagesse ou limité quant à la justice, ou limité quant à la puissance - ou qu'il n'existe rien de tel que la justice.

Dieu, étant infiniment juste, souhaite établir la justice; étant infiniment sage, il sait ce qu'est la justice; étant infiniment puissant, il peut la faire exister. Pourquoi l'injustice existe-t-elle en ce cas? Soit votre Dieu peut rendre la justice et ne le fait pas ou il ne sait pas ce qu'est la justice ou il ne peut la rendre.

La première réponse à cet argumentaire est de dire: « Ce qui apparaît comme injuste à vos yeux peut bien, du point de vue de l'omniscience, être justice. Les voies de Dieu ne sont pas les nôtres. »

Mais s'Il est sagesse, elles devraient l'être! Ce qui est assez bon pour Dieu doit être bon pour l'humain et ce qui est trop mauvais pour l'humain ne sera pas acceptable à Dieu. Autrement, il n'existerait pas une chose telle que la justice ou l'injustice, et tous les meurtres, tous les vols, tous les mensonges, tous les crimes inscrits au calendrier de l'existence seraient justes et seulement sur la base de cette prémisse de l'autorité suprême, on pourrait bouleverser tous les faits du monde.

Quel droit avez-vous de condamner un meurtrier si vous assumez que cela fait partie des « plans de Dieu » ? Quelle logique peut commander de rendre des biens volés ou de châtier un voleur si le Tout-puissant le décrète? Ici encore, le déiste est pris dans un dilemme: c'est que le fait de supposer que le crime est nécessaire à l'accomplissement du plan divin conduit ou bien à mettre en doute sa sagesse ou à nier son omnipotence en montrant que ses moyens sont limités. Tout se joue ici autour de l'autorité divine, comme attribut central de Dieu.

Mais vous vous demandez ce que cela a à voir avec la tendance économique de la libre pensée. Tout. Car cette idée d'une autorité suprême est à la base de toutes les tyrannies qui ont été élaborées. Pourquoi? Si Dieu existe, aucun être humain ni aucune créature vivante n'a jamais eu de droit! Il a tout simplement joui d'un privilège, d'une faveur qui lui a été octroyée, offerte, donnée, concédée par Dieu, et cela pour la durée qu'Il aura décidée.

Telle est la logique des textes saints, la logique du catholicisme: c'est la seule logique que connaisse l'autoritarisme. L'Église catholique dit: « Vous qui êtes aveugle, soyez reconnaissant parce que vous pouvez entendre : Dieu aurait pu également vous rendre sourd. Vous qui avez faim, rendez grâce du fait que vous puissiez respirer: Dieu aurait pu vous priver d'air autant que de nourriture. Vous qui êtes malade, soyez reconnaissant de n'être pas mort : Dieu est miséricordieux de vous laisser vivre. En tout temps et en toute circonstance, soyez satisfait de ce que vous avez et soyez reconnaissant. » Tels sont les bienfaits et les privilèges accordés par l'autorité.

Notez la différence qu'il y a entre un droit et un privilège. Un droit, abstraitement, est un fait: ce n'est pas quelque chose que l'on peut donner, établir ou échanger; cela est. Le pouvoir peut bien me priver de l'exercice d'un droit: du droit lui-même, jamais. Le privilège, abstraitement, n'existe pas. Sitôt que les droits sont reconnus, les privilèges sont abolis.

Mais, d'un point de vue pratique, dès l'instant où vous admettez une autorité suprême, vous niez les droits. En pratique, ce qui est posé comme suprême a tous les droits et ce que l'espèce humaine possède, elle ne le doit qu'au bon vouloir de l'autorité. L'exercice de la fonction respiratoire n'est alors pas un droit, mais un privilège accordé par Dieu;

de même, l'utilisation du sol n'est pas un droit, mais une généreuse permission accordée par la divinité; et la possession du fruit de son travail n'est pas un droit, mais une faveur. Et le vol de l'air pur, l'interdiction d'utiliser la terre, le vol du labeur ne sont pas des injustices (puisque si vous n'avez aucun droit, vous ne pouvez pas être victime d'injustice) : ce sont de simples bénédictions accordées par « Le grand distributeur » au voleur d'air, au propriétaire terrien et au voleur des fruits du travail.

Et c'est pourquoi le libre penseur, qui reconnaît la science de l'astronomie, la science mathématique ainsi que la science, elle aussi positive, de la justice, est logiquement conduit à nier toute autorité suprême. Tout être humain qui observe et réfléchit ne peut admettre un tyran suprême et garder le respect de lui-même. Aucun cerveau humain ne peut admettre simultanément le dogme du despotisme divin et la doctrine de l'éternelle justice : ils se contredisent l'un l'autre et cela prendrait deux cerveaux pour les admettre. Le Cardinal a raison: la libre pensée mène logiquement à l'athéisme, si par athéisme on veut dire la négation de l'autorité suprême.

Je vais maintenant aborder son troisième énoncé, laissant le deuxième pour le moment. La libre pensée, dit-il, mène au renversement du gouvernement. Je suis sensible au fait que la majorité d'entre vous seriez prêts à nier avec indignation les affirmations du cardinal: je sais que de leur propre aveu, la plupart de mes amis athées répugnent fortement à faire toute allusion qui semble être une attaque contre le gouvernement; je sais que plusieurs d'entre vous pourraient avec empressement utiliser cette plate-forme pour parler « des droits glorieux et des privilèges de la citoyenneté américaine » ; pour discourir « du noble rempart de nos libertés -la constitution » ; pour défendre « l'arme pacifique de la réforme, le scrutin » ; pour s'enthousiasmer à propos « du drapeau étoilé qui flotte au dessus de la terre de la liberté et des braves ». Nous sommes si braves et si libres! Nous ne pendons plus des Bruno pour avoir tenu des propos hérétiques sur des sujets religieux. Non! Mais nous emprisonnons des hommes parce qu'ils débattent des questions sociales et nous pendons des hommes parce qu'ils discutent des questions économiques! Nous sommes tellement libres et braves dans ce pays! « Ah! » disons-nous dans notre XIX^e siècle de liberté et de bravoure, « c'était un Dieu affaibli, un Dieu pauvre, misérable, un Dieu tremblant, que celui dont l'autorité devait être préservée par la mort tortueuse d'une créature » ! La question religieuse est morte, et le bûcher n'est plus au goût du jour. Mais si c'est un État fort, un État brave, un État fier, dont l'autorité exige la mort de cinq créatures? L'échafaud est-il mieux que le bûcher? Un esprit libre pourra-t-il lire cet infâme éditorial du *Herald* de Chicago : « Il n'est pas nécessaire d'établir que Parsons a été légalement, correctement ou sagement pendu: il a été rondement pendu. L'État, souverain, n'a pas à donner de raisons; l'État n'a à se soumettre à aucune loi, l'État est la loi! » Lire ceci et applaudir, c'est inscrire la malédiction de Caïn sur votre front et la marque rouge du damné dans votre main.

Savez-vous ce que vous faites?

Lâches et poltrons, vous adorez un monstre - l'Autorité, encore une fois. C'est vrai: vous n'avez, vous, ni le spectre, ni les incantations, ni tout l'attirail et les enfantillages de l'Église. Mais vous avez les « précédents », les « décrets », les procédures, les uniformes officiels de l'État; et vous êtes tout autant l'esclave du pouvoir gouvernemental que *votre* voisin catholique irlandais l'est de celui de la papauté. Votre gouvernement est votre Dieu, duquel vous acceptez des privilèges, et dans les mains duquel tous les droits sont investis. Une fois de plus l'individu n'a pas de droits; une fois de plus une autorité intangible et irresponsable a le pouvoir de décider de ce qui est bien et de ce qui est mal. Une fois de plus, l'espèce humaine doit travailler dans des conditions exigeantes dictées par la loi - la voix de l'autorité, la bible du gouvernement. Une fois de plus il est dit: « Vous qui n'avez pas de viande, soyez reconnaissant d'avoir du pain: plusieurs n'ont pas même droit à cela. Vous qui travaillez 16 heures par jour, soyez heureux que ce ne soit pas 20 : plusieurs n'ont pas même le privilège de travailler. Vous qui n'avez pas de combustible, soyez reconnaissant d'avoir un toit: plusieurs doivent dormir dans les rues! Vous qui sillonnez les rues, ayez de la gratitude pour les lieux bien éclairés de la ville: à la campagne vous seriez morts peut-être dans le fossé. Espèce humaine éprouvée! Sois reconnaissante de ces épreuves. Sois soumise à ton Seigneur et baise la main qui te fouette! » Une fois de plus la misère est le lot quotidien de la majorité, tandis qu'une minorité reçoit en plus de ce qui lui revient, ce qui était dû à la majorité mais que le gouvernement lui a arraché. Cette fois encore, l'hypothèse que l'on peut formuler c'est que le gouvernement, ou l'Autorité, qui est Dieu sous son autre identité, possède tous les droits et accorde des privilèges selon sa bonne volonté.

Le libre penseur qui voudra examiner cette hypothèse supposera naturellement qu'une des difficultés de l'ancienne façon de penser cette question n'existe plus. Il se dira: « Au moins cette chose que l'on appelle gouvernement a l'avantage d'être sur la Terre - et terre-à-terre. Je peux le concevoir, argumenter, raisonner, discuter à son propos. Dieu était indéfinissable, arbitraire, irréfléchi, il avait la tête dans les nuages et je ne pouvais m'en approcher de plus près que par son agent, le prêtre. Mais ce dictateur terrestre, je devrais pouvoir le rencontrer sur mon terrain. » Vaine illusion! Le gouvernement est aussi irréel, intangible et inaccessible que Dieu. Essayez-vous, si vous ne le croyez pas. Cherchez à travers le couloir législatif d'Amérique et trouvez, si vous le pouvez, le gouvernement. Finalement, vous serez condamné à discuter avec un agent, comme auparavant. Mais il y a les règlements! Certes, mais les règlements, ce n'est pas le gouvernement : où est le pouvoir qui a fait les règlements? Oh, les législateurs! Certes, mais le législateur, en lui-même, n'a pas plus le pouvoir de faire une loi pour moi, que moi pour lui. Je veux avoir le pouvoir qui lui a donné le pouvoir. Je lui parlerai donc.

Je vais à la Maison Blanche.

Je dis à Monsieur Harrison:

« Êtes-vous le gouvernement ?

- Non, madame, je suis son représentant.

- Bon, où est le patron? Qui est le gouvernement ?

- Le peuple des États-Unis.

- Tout le peuple?

- Le peuple entier.

- Vous êtes donc le représentant du peuple des États-Unis. Puis-je voir votre certificat d'autorisation?

- Et bien non, je n'en ai pas. J'ai été élu.

- Élu par qui? Par tout le peuple?

- Oh, non. Par une partie des gens, une partie des électeurs.

(M. Harrison étant un pieux presbytérien, il ajouterait sûrement : "La majorité des votes de tout le peuple était pour un autre candidat, mais c'est moi qui ai eu le plus grand vote électoral.")

- Alors vous êtes le représentant du collège électoral, pas du peuple entier, ni de la majorité du peuple et pas même d'une majorité d'électeurs. Supposez que le plus grand nombre de votes au scrutin aurait été pour vous: vous représenteriez la majorité des électeurs, je suppose. Mais la majorité, monsieur, n'est pas une chose tangible; c'est une quantité inconnue. Un représentant est généralement redevable à ses patrons. Si vous ne savez pas qui a voté pour vous, donc vous ne savez pas au nom de qui vous agissez ni à qui vous devez rendre des comptes. Si un groupe de personnes vous a délégué certains pouvoirs, la mise en application de quelques droits ou de tous les droits (supposant qu'un droit soit transférable) doit vous venir des individus composant ce groupe; vous devez avoir des raisons de savoir qui sont ces personnes, sinon vous ne savez pas pour qui vous agissez, et vous êtes complètement irresponsable comme représentant.

De plus, un tel groupe d'électeurs ne peut vous donner le mandat de défendre le droit si ce n'est le leur propre; par aucune spéculation logique ils ne peuvent déléguer l'exercice des pouvoirs qu'ils ne contrôlent pas eux-mêmes. Si quiconque sur terre a le droit de déléguer son pouvoir à celui à qui il choisit de le faire, alors tous les autres individus ont le même droit; et si chacun a ce même droit, alors nul ne peut choisir le représentant d'un autre, sans son consentement. Par conséquent, si le pouvoir du gouvernement provient de tout le peuple; et si tout le peuple sauf un individu vous a élu comme son représentant, vous n'auriez toujours pas l'autorité d'agir au nom de celui-là.

Les individus qui composent la minorité qui ne vous a pas désigné ont les mêmes droits et pouvoirs que la majorité qui l'a fait; et s'ils préfèrent ne pas vous déléguer ces droits, alors ni vous ni personne n'a suffisamment d'autorité pour les contraindre

de vous accepter, vous ou quiconque d'autre, comme leur représentant - puisque selon vos propres termes, le fondement de l'autorité réside non pas dans la majorité ou dans une portion de la population, mais bien dans toute la population. »

On comprend, dès lors, que, le « renversement du gouvernement » en tant que pouvoir de répression est une autre manière de nier Dieu.

Selon le Cardinal, ce renversement entraîne la destruction de l'ordre social et civil.

Oh! Comme c'est amusant d'entendre ces gens délirer à propos de l'ordre social! Les entendre crier, à répétition, « Grande est la Diane des Éphésiens! » « Agenouillez-vous et adorez cette magnifique statue de l'Ordre », donnerait à rire si ce n'était du spectacle de cette hideuse idole, écervelée et disproportionnée qui écrase de ses roues de mastodonte les faibles et les démunis, les affligés et les désespérés. La haine brûle là où le rire s'éteint.

L'ordre social! Récemment, j'ai vu la lettre d'une jeune fille à une amie; une jeune fille qui s'est ruinée la santé derrière un comptoir où elle se tenait debout durant 11 à 12 heures par jour, six jours semaine, pour la magnifique somme de 5 \$. La lettre disait: « Pouvez-vous m'aider à obtenir un nouvel emploi? Mes amis veulent que je me marie à un homme que je n'aime pas parce qu'il a de l'argent. Pouvez-vous m'aider? Je peux coudre et faire la tenue des livres. Je suis même prête à redevenir employée plutôt que de me soumettre à ça ! » Ordre social! Quand le choix offert à une jeune fille est de mener la vie misérable d'une ouvrière et de se tuer au travail ou de devenir la propriété privée d'un homme qu'elle n'aime pas juste parce qu'il a de l'argent!

Arpentez la 5^e Avenue à New York par une chaude journée d'été, au milieu des magnifiques résidences de riches; entendez l'écho de vos pas dans les rues vides de ces quartiers! Regardez ce gaspillage d'espace, d'ameublements, de tentures, d'élégance - tout cela est inutile. Puis, descendez vers le centre-ville; promenez-vous parmi les demeures de ceux qui produisent toute cette inutile splendeur; vous trouverez six familles vivant dans cinq pièces - la sixième vivant dans la cave. L'espace ici n'est pas gaspillé pour cette vermine humaine vivant coude à coude dans ces étouffants réduits; il n'y a pas de gaspillage d'ameublement - ils s'asseyent sur le sol; aucun écho dû au vide, pas de splendeur inutile! Non. Mais l'épuisement, l'étranglement et la suffocation d'une vie misérable!

Manque de vitalité là, pénurie d'espace pour eux ici!

C'est cela l'ordre social !

L'hiver prochain, lorsque la production annuelle de charbon aura été extraite, lorsque les mineurs vont serrer les poings de leur rage impuissante, quand le charbon restera dans la mine, inutilisé, écoutez le cri s'élevant des prairies glaciales de l'Ouest pendant que le prix de ce produit de base, dont l'offre est insuffisante, montera, montera de huit, à neuf, à dix, à onze dollars la tonne: les poches des malfaiteurs s'emplieront et les cimetières aussi. Moralisez alors sur la préservation de l'ordre social!

Revenons à l'administration du président Grant - cette administration républicaine par excellence - voyez les immigrants du « Mussel Slough » contraints de payer de 35 à 40 \$ l'acre pour une terre qu'ils ont asséchée et à laquelle ils ont donné une certaine valeur à force de dur labeur, et à qui? À une corporation d'hommes qui ne l'a même jamais vue! Des hommes dont la « concession » est à 100 miles de là, mais qui ont jugé bon d'embaucher des « serviteurs du peuple » pour changer tout cela. Voyez ceux qui ont refusé de payer et qui ont été abattus sur ordre de l'État; regardez la fumée de leur sang monter jusqu'aux cieux, scellant le ruban rouge de la Justice contre leurs meurtriers; puis, voyez le policier arrêter un vagabond qui a volé une paire de bottes parce qu'il n'avait pas de souliers. Dites-vous: ceci est l'ordre civil qui doit être préservé. Allez vous entretenir avec les chefs politiques, les petits ou les grands, sur les méthodes pour monter une liste provisoire de candidats et faire voter à grande vitesse le comité électoral ou la convention nationale. Songez à cette « arme pacifique de redressement » qu'est le vote. Réfléchissez aux conditions de vie de 1'« Américain moyen souverain » et de son « serviteur officiel », et jacassez ensuite tant que vous le voudrez sur l'ordre civil.

Renversez l'ordre social et civil! Ah, je les détruirais jusqu'au dernier vestige cette parodie de l'ordre, ce simulacre de justice ! Devons-nous briser les institutions? Oui, toutes les institutions qui reposent sur l'esclavage! Tous les mariages qui reposent sur la vente et le transfert de l'individualité d'une des parties à une autre! Toute institution, sociale ou civile, qui s'interpose entre l'humain et ses droits; toute attache qui fait de l'un un maître, et de l'autre un serf; toute loi, tout règlement, tout décret qui symbolise la tyrannie; tout ce que vous nommez privilège américain mais qui ne peut exister qu'aux frais du droit international. Maintenant, vous vous écriez : « Nihiliste, désintégrationniste! » Vous dites que je veux isoler l'humanité, réduire la société à sa plus simple expression, revenir à l'homme des cavernes! Ce n'est pas vrai. Plutôt que de voir se poursuivre ce système dévastateur, fanatique et nous réduisant à l'esclavage, que vous nommez l'ordre social, plutôt que de maintenir vivantes les institutions maudites de l'autorité, j'aiderais à réduire tout ce qui est fabriqué dans la structure sociale pour le ramener à ses éléments d'origine.

Mais est-il vrai que la liberté veut dire la désintégration? Seulement pour ce qui est mauvais, seulement pour ce qui le mérite et doit être désintégré.

Mais quelle est l'histoire de la libre pensée?

N'est-il pas vrai que depuis que l'anarchie est là, depuis que les enfants de la pensée sont légitimes, il y a eu moins de gaspillage d'énergie intellectuelle, plus de coopération au sein de la communauté scientifique, plus de réelles économies dues à l'utilisation de l'esprit humain - comme nous n'en avons jamais connu auparavant ou que nous aurions pu connaître *sous* l'empire autoritaire de l'Église? N'est-il pas vrai qu'avec la liberté de pensée, la vérité a fait ses preuves sans l'aide de la force? L'erreur ne meurt-elle pas par manque de vitalité, quand il n'y plus aucune « force » pour la garder en vie? N'est-il pas vrai qu'une attirance naturelle a poussé les êtres humains à former des groupes associatifs, qui leur permettent mieux que d'autres de suivre leur propre pensée, et qui donnent les bénéfices de leurs études à toute l'humanité de manière plus économique que si le pouvoir coercitif avait décrété: « Vous, pensez ceci - vous, cela » ; ou ce qu'une majorité obtenue par scrutin a décidé à quel objet il convenait de penser?

Je crois que c'est vrai. Suivez votre logique; ne voyez-vous pas que la *véritable économie doit se fonder sur la liberté* - que ce soit en pensée ou en action? Ce n'est pas l'esclavage qui a réuni les humains dans l'effort collectif. Ce n'est pas l'esclavage qui a produit les moyens de transport, de communication, de production, et d'échange, et toutes les mille et une inventions économiques - ou qui devraient être économiques - de notre civilisation. Et ce n'est pas le gouvernement non plus. C'est *l'intérêt personnel*. L'intérêt personnel existerait-il si l'institution qui s'interpose entre l'humain et son droit à l'usage libre de la terre était annihilée? Pouvez-vous vous imaginer quelle serait l'utilité d'une banque, si le pouvoir, qui rend possible que les banques contrôlent la terre, la production et tout le reste devait s'effondrer?

Supposez-vous que les producteurs de l'Est et de l'Ouest ne seraient pas en mesure de constater les avantages d'un chemin de fer, si l'autorité en vertu de laquelle des individus comme Gould ou Vanderbilt sont des malédictions était abolie? Pouvez-vous concevoir que le gouvernement ait un pouvoir sur les idées, maintenant que l'Église a été renversée; et que les gens ne pourraient pas apprendre les principes de l'économie, si ce géant insaisissable qui les a volés et tués, qui a gaspillé leurs ressources et distribué si injustement les privilèges était détruit? Je ne le crois pas. Je crois que les législateurs, comme d'habitude, ont été des monuments d'asinienne stupidité, dont la principale tâche a été de faire obstacle à ceux qui ne sont pas stupides, tout en étant payés pour le faire. Je crois que ceux que l'on nomme les cerveaux de la finance préfèrent acheter les législateurs plutôt que d'être les législateurs; et que les vrais penseurs, ceux qui sont à l'origine des véritables progrès de la société, ont aussi peu à faire avec les lois et les politiques que les circonstances le permettent.

Je crois que la « liberté est la mère de l'ordre, et non sa fille. » « Mais, diront d'autres, que faire des criminels? Supposons qu'un homme vole. » Pour commencer, un homme ne volera généralement pas s'il peut obtenir ce qu'il vole autrement qu'en volant; sous un régime de liberté, le prix à payer pour voler serait plus grand que celui de produire - et on ne serait plus enclin à voler. Mais supposons qu'un homme vole. Aujourd'hui, vous allez chez un représentant du pouvoir, de ce pouvoir qui vous a volé la terre, qui vous a privé du droit de conclure librement des affaires, qui taxe tout ce que vous mangez et tout ce que vous portez (ce qui est la forme la plus mesquine du vol), vous allez vers lui pour demander justice: bref, vous demandez à un voleur de rendre justice! Cela est à peu près aussi logique que cette chrétienne dont le mari avait été « enlevé » par la Divine Providence et qui priait cette même Providence pour qu'elle « reconforte la veuve et l'orphelin ». Sous un régime de liberté, nous ne nous adresserons pas à un grand voleur pour nous protéger des petits larcins. Chaque groupe associatif établirait probablement ses propres méthodes pour résister aux agressions, ce qui serait le seul crime. Personnellement, je crois que les criminels devraient être traités comme des personnes malades.

« Supposons que vous ayez des meurtriers, des brutes et toutes sortes de criminels. N'avez-vous pas peur de la perte de l'influence dissuasive de la loi ? » D'abord, je crois qu'il peut être démontré que la loi fabrique dix criminels là où elle en dissuade un seul. De ce point de vue des politiques publiques, la loi n'est pas une institution économiquement bien sensée. Ensuite, il ne s'agit pas ici d'une question de convenance, mais bien de droit. Avant la guerre civile, la proposition n'était pas « les Noirs sont-ils suffisamment bons pour être libres? » mais plutôt « ont-ils des droits? » De même, aujourd'hui, la question n'est pas : « La libération de l'humanité ne va-t-elle pas nous choquer? » mais plutôt: « L'humanité a-t-elle le droit de vivre, les moyens de vivre et de connaître le bonheur? »

Sans doute durant la période de transition, des crimes seront commis. Mais la graine de la tyrannie a-t-elle jamais donné un bon fruit? Vous ne pouvez vous attendre à ce que la liberté défasse en un seul instant ce que la Tyrannie a construit durant des siècles. Les criminels sont le fruit du despotisme, ils sont l'expression du mal qui ronge notre société comme l'ulcère est l'expression d'une maladie qui empoisonne le sang; et il y aura des crimes tant et aussi longtemps que restera présente la souillure du poison.

« Car s'il est nécessaire que l'offense soit commise, malheur à celui à travers qui elle le sera. » Les crimes du futur sont le fruit de l'actuelle classe dirigeante. Malheur au tyran qui causera l'offense!

Parfois, je rêve de ce changement social. J'ai une lueur d'espoir en l'évolution et en ce qu'il y a de bon chez l'humain. Je trace alors un parcours graduel entre *aujourd'hui* et ce merveilleux *demain* où il n'y a ni rois, ni présidents, ni propriétaires, ni banquiers, ni courtiers, ni magnats des chemins de fer, ni monopolisateurs patentés, ni percepteurs des impôts et des contributions; où il n'y a pas de marchés avec des surplus de marchandises; où il n'y a pas d'enfants affamés, pas de comptoirs vides et des créatures déguenillées; où il n'y a ni splendeur, ni misère, ni gaspillage et ni besoin. Je me suis fait dire que c'était de l'idéalisme débridé que de peindre ce monde heureux, sans pauvreté, sans crime et sans maladie. Et pour cela on m'a dit que je « devrais être derrière les barreaux ».

Des remarques comme celle-la détruisent la lueur blanche de l'espoir. Je perds ma confiance envers le processus de changement graduel, et je suis forcée de croire que ceux qui régissent la terre sèment un vent de panique et qu'ils récolteront une terrible tempête. Lorsque je regarde ce pauvre Monde, blessé et sanguinolent, ce monde qui souffre depuis longtemps, tellement battu, féroce­ment flagellé, si profondément bouleversé, cruellement crucifié, je ne peux que secouer la tête et me souvenir :

Le géant est aveugle, mais il pense; et ses idées germent vite.

pour une pratique du dépassement,

pour un dépassement de la critique.